

Direction des Travaux et des Services Techniques
du CH de Neufchâtel en Bray

Marché Public de Services

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Le pouvoir adjudicateur : CHU ROUEN NORMANDIE

**Direction des Travaux et des
Services Techniques
1 rue de Germont
76031 ROUEN CEDEX**

**MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA MISE EN PLACE D'UNE SIGNALÉTIQUE
INTERIEURE ET EXTERIEURE SUR LE SITE DE L'HOPITAL FERNAND LANGLOIS
DE NEUFCHATEL EN BRAY**

Procédure adaptée - articles R2123-1 à 7 du Code de la Commande Publique

Date et heure limites de remise des offres : 27/03/2026 à 12:00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
2.1 - Procédure de mise en concurrence.....	4
2.2 - Type de marché public.....	4
2.3 - Allotissement	4
2.4 - Forme du marché public et des prix.....	4
2.5 - Etendue du marché public.....	5
2.6 - Durée du marché public	5
2.7 - Délais d'exécution	5
2.8 - Lieu d'exécution	6
2.9 - Codes nomenclature CPV	6
ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	6
3.1 - Variantes	6
3.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	6
3.3 - Modifications au marché public et marché complémentaire	6
3.4 - Visite de site	6
3.5 - Unité monétaire	7
3.6 - Délai de validité des offres	7
3.7 - Conditions de participation des concurrents	7
3.8 - Sous-traitance	7
3.9 - Mode de financement et de règlement du marché public	8
3.10 - Date prévisionnelle de début des prestations	8
3.11 - Garantie et cautionnement	8
3.12 - Marchés publics réservés	8
ARTICLE 4 - CONTENU ET CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE).....	8
4.1 - Contenu du dossier de consultation	8
4.2 - Obtention du dossier de consultation.....	9
ARTICLE 5 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	9
ARTICLE 6 - CONTENU DES PLIS A CONSTITUER	10
6.1 - Justificatifs candidature	10
6.2 - Contenu de l'offre.....	10
6.3 - Documents supplémentaires	11
6.4 - Rappel sur l'acte d'engagement et ses pièces annexes	11
ARTICLE 7 - ECHANTILLONS (SPECIMENS)	12
ARTICLE 8 - MODALITES DE REMISE DES PLIS.....	12
8.1 - Transmission par voie dématérialisée.....	12
ARTICLE 9 - CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DE JUGEMENT DES OFFRES	13
9.1 - Sélection des candidatures	13
9.2 - Jugement des offres	13

9.3 - Dispositions communes	13
ARTICLE 10 - NEGOCIATION	14
ARTICLE 11 - ATTRIBUTAIRE DU MARCHE PUBLIC.....	14
ARTICLE 12 - COMMUNICATION DES RÉSULTATS	14
ARTICLE 13 - RECOURS	14

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place d'une signalétique intérieure et extérieure sur le site de l'hôpital Fernand LANGLOIS de Neufchâtel en Bray, tous bâtiments et services de soins confondus.

ARTICLE 2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION

2.1 - Procédure de mise en concurrence

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée, en application des articles R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la Commande Publique.

2.2 - Type de marché public

Marché(s) public(s) de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché(s) public(s) de services : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché(s) public(s) de travaux : <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Crédit bail <input type="checkbox"/> Location-vente	Catégorie de service : 27	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

2.3 - Allotissement

Il s'agit d'un Marché Public Unique (Pas de lot).

2.4 - Forme du marché public et des prix

2.4.1 - Forme du marché public

Il s'agit d'un Marché Public à Tranches conformément aux articles R2113-4 à R2113-6 du Code de la Commande Publique.

Le présent marché est composé d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle.

Tranche ferme :

Phase 1 : Analyse de l'existant et des besoins ;

Phase 2 : Elaboration d'un nouveau schéma signalétique.

Tranche optionnelle :

Phase 3 : Rédaction de documents techniques (cahier des charges, taille, police, localisation...).

La tranche ferme et la tranche optionnelle sont traitées à prix global et forfaitaire tels que précisés dans l'acte d'engagement.

La tranche optionnelle est affermée par ordre de service. Le titulaire est engagé pour l'ensemble des tranches.

2.4.2 - Forme des prix

Le Marché Public est traité à Prix global et forfaitaire par tranche tel que mentionné à l'acte d'engagement.

2.5 - Etendue du marché public

L'ensemble des prestations devant être réalisées sont décrites au cahier des clauses particulières (CCP).

2.6 - Durée du marché public

Le présent marché public est d'une durée de validité allant de sa date de notification au titulaire jusqu'à la réception sans réserve des prestations.

2.7 - Délais d'exécution

2.7.1 - Délais d'exécution de la tranche ferme

La tranche ferme comprend les deux phases suivantes :

- Phase 1 : Analyse de l'existant et des besoins ;
- Phase 2 : Elaboration d'un nouveau schéma signalétique.

Les délais d'exécution de la tranche ferme sont les suivants :

- Les prestations de la phase 1 « Analyse de l'existant et des besoins » doivent être réalisées dans un délai maximum de **1 mois** calendaire à compter de la date de notification du marché ;
- Les prestations de la phase 2 « Elaboration d'un nouveau schéma signalétique » doivent être réalisées dans un délai maximum de **1 mois** calendaire à compter de l'ordre de service prévoyant le démarrage de cette phase.

Le titulaire a remis à l'appui de son offre un calendrier détaillé d'exécution qui respecte les délais prévus ci-avant. Il est engagé contractuellement par ces délais.

2.7.2 - Délais d'exécution de la tranche optionnelle

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle, les prestations de la phase 3 « Rédaction de documents techniques » doivent être réalisées dans les délais indiqués ci-dessous à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant au titulaire de démarrer les prestations objet de la tranche optionnelle :

- L'élaboration des documents techniques pour la nouvelle signalétique intérieure et extérieure permettant par la suite, de prendre comme référence cette dernière lors de travaux de restructuration, de réhabilitation et/ou création dans les services doit être réalisée dans un délai maximum de **1 mois** calendaire.

Le titulaire a remis à l'appui de son offre un calendrier détaillé d'exécution qui respecte les délais prévus ci-avant. Il est engagé contractuellement par ces délais.

2.7.3 - Délai d'affermissement de la tranche optionnelle

L'exécution de la tranche optionnelle est subordonnée à une décision du CH de Neuchâtel-en-Bray d'affermir ou non la tranche optionnelle.

Cette décision prendra la forme d'un ordre de service.

La décision d'affermir ou non la tranche optionnelle doit être notifiée au titulaire dans les 4 mois à compter de la date de notification du marché public.

Dans le cas où la tranche optionnelle serait affermie avec retard ou ne serait pas affermie, le titulaire ne pourra pas bénéficier d'une indemnité d'attente ou d'une indemnité de dédit.

2.8 - Lieu d'exécution

La prestation concerne le site suivant :

Nom	Adresse
Hôpital Fernand LANGLOIS	4 route Gaillefontaine – 76270 NEUFCHATEL EN BRAY

2.9 - Codes nomenclature CPV

Services de conception d'études (79311100)

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 - Variantes

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter des variantes.

3.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le marché public ne comprend pas de prestation supplémentaire éventuelle.

3.3 - Modifications au marché public et marché complémentaire

Le CHU ROUEN NORMANDIE se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la Commande Publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique.

3.4 - Visite de site

Une visite de site est prévue avant la remise de l'offre.

L'opérateur économique est réputé, lors de la remise de son offre :

- avoir pleine connaissance des lieux, sites et contraintes diverses utiles à la réalisation des travaux ;
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, et de l'environnement dans lequel se dérouleront les travaux et les sujétions particulières d'intervention en résultant.

Une **visite des locaux** est **obligatoire** sur tous les sites concernés par le présent marché public pour tous les opérateurs économiques désireux de remettre une offre : une attestation de visite dûment signée par un représentant de la Direction Générale du CH DE NEUFCHATEL, sera délivrée, elle doit être jointe à l'offre.

Date de visite au choix :

- jeudi 5 mars 2026 à 10 h 00 à l'accueil du CH de Neufchâtel en Bray
- ou
- jeudi 12 mars 2026 à 14 h 00 à l'accueil du CH de Neufchâtel en Bray

Contact : Monsieur Olivier CELIA – 02 32 97 56 55 – ocelia@ch-neufchatel.fr

Eu égard aux circonstances récentes relative à la crise sanitaire, le nombre de personne sera restreint, le port du masque sera obligatoire et les conditions de déroulement de la visite seront susceptibles d'évoluer. Les opérateurs économiques seront informés par l'intermédiaire du profil acheteur.

3.5 - Unité monétaire

La monnaie utilisée est l'euro.

3.6 - Délai de validité des offres

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 4 mois à compter de la date limite de réception des offres définitives.

3.7 - Conditions de participation des concurrents

Le marché public peut être conclu soit avec un opérateur économique individuel, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

En cas de candidature sous forme de groupement, il est rappelé que la lettre de candidature (DC1) doit être signée par tous les membres du groupement. Il doit aussi impérativement préciser la désignation du mandataire, qui sera le seul interlocuteur du groupement pour le CHU ROUEN NORMANDIE.

Chaque membre du groupement joint à sa candidature toutes les pièces demandées au présent règlement, sous peine d'élimination du groupement dans sa totalité.

- Possibilité de présenter pour le(s) marché(s) public(s) plusieurs offres en agissant à la fois :

En qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

☒ oui ☐ non

En qualité de membres de plusieurs groupements :

☒ oui ☐ non

- Forme juridique que devra revêtir les groupements d'opérateurs économiques, attributaires du marché public :

Aucune forme de groupement n'est imposée par le CHU Rouen Normandie

Conformément aux articles R2142-19, R2142-21 à R2142-23 du Code de la Commande Publique, le CHU ROUEN NORMANDIE ne peut exiger au moment de la présentation des offres et des candidatures que le groupement d'opérateurs économiques ait une forme juridique déterminée.

En revanche et conformément à l'article R-2142-22 du Code de la Commande Publique, en cas d'attribution du marché à un groupement d'opérateurs économiques, le CHU ROUEN NORMANDIE exigera après l'attribution du marché public que le groupement d'opérateurs économiques soit conjoint avec solidarité du mandataire dans la mesure où cela est nécessaire à sa bonne exécution.

3.8 - Sous-traitance

Le marché public peut faire l'objet d'une sous-traitance telle que définie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée dans les cas prévus aux articles L2193-1 à L2193-22 du Code de la Commande Publique.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le soumissionnaire fournit au CHU ROUEN NORMANDIE une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

3.9 - Mode de financement et de règlement du marché public

Les dépenses relatives au présent marché public sont financées par imputation au budget propre du CH DE NEUFCHATEL.

Le mode de règlement choisi par la personne publique est le virement, dans le délai global de paiement de 50 jours et dans les conditions fixées au CCP.

3.10 - Date prévisionnelle de début des prestations

La date prévisionnelle de début d'exécution des prestations : avril 2026.

3.11 - Garantie et cautionnement

Il ne sera pas prélevé de retenue de garantie.

3.12 - Marchés publics réservés

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article R2113-7 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 4 - CONTENU ET CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

4.1 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- L'annexe n°1 à l'acte d'engagement : décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes :
 - Plan de masse de l'ensemble des bâtiments de l'hôpital Fernand Langlois ;
 - Fiche pratique Chorus

4.2 - Obtention du dossier de consultation

4.2.1 - Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément aux articles R.2132.1 à R.2132.6 du Code de la Commande Publique, les opérateurs économiques téléchargeront les pièces écrites et graphiques du dossier de consultation des entreprises (DCE) à l'adresse internet du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire. Toutefois, le CHU ROUEN NORMANDIE souhaite attirer l'attention des candidats sur le fait que l'identification permet aux soumissionnaires d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE.

De ce fait, il est recommandé aux candidats de s'identifier en indiquant leur raison sociale, le nom d'un correspondant, un numéro de téléphone ainsi qu'une adresse électronique.

A défaut d'identification, il appartiendra aux opérateurs économiques de prendre connaissance par leurs propres moyens des informations, modifications et/ou précisions complémentaires éventuellement apportées aux documents de la consultation. La responsabilité du CHU Rouen Normandie ne saurait être engagée en l'absence de prise en connaissance de ces éléments.

Les candidats qui souhaiteraient s'identifier sur le portail, devront créer un compte via le menu "se connecter/s'inscrire – nouvel utilisateur".

Un guide d'utilisation est mis à disposition dans la rubrique « Aide » à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le dossier de consultation des entreprises sous format dématérialisé est téléchargeable gratuitement.

4.2.2 - Modification de détail au dossier de consultation

Le CHU ROUEN NORMANDIE se réserve le droit d'apporter, **au plus tard 6 jours avant la date de remise des offres**, des modifications de détails au dossier de consultation des entreprises.

Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever la moindre réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les opérateurs économiques, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente sera modifiée en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 5 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les opérateurs économiques devront faire parvenir **au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres**, une demande écrite dans les conditions définies ci-dessous.

Les renseignements d'ordre administratif et technique pourront être obtenus uniquement par voie électronique, en utilisant le lien « Déposer une question » figurant sur la page de détail du marché public à l'adresse Internet du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les renseignements complémentaires ne peuvent pas être obtenus par mail ou par télécopie.

Le lien internet ci-avant n'est accessible que pour les candidats disposant d'un compte sur le portail et ayant retiré le DCE de la présente procédure.

Une réponse sera adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation.
Par soucis d'équité toute question posée par voie téléphonique ne recevra aucune réponse.

ARTICLE 6 - CONTENU DES PLIS A CONSTITUER

Chaque soumissionnaire devra produire un dossier complet rédigé en langue française, comportant l'ensemble des pièces justificatives relatives à sa candidature, ainsi que l'ensemble des pièces relatives à son offre définies ci-après.

6.1 - Justificatifs candidature

Dans une première sous-pochette, le soumissionnaire produit les pièces suivantes :

- La lettre de candidature modèle DC1 ou équivalent ;
- La déclaration du soumissionnaire modèle DC2, ou forme libre, reprenant les mêmes éléments que ceux indiqués dans l'avis d'appel public à la concurrence ;
- La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et de chiffre d'affaires concernant l'objet de la présente consultation d'offres, réalisés au cours des trois derniers exercices (sauf si ces renseignements figurent sur le DC2) ;
- Les références des cinq dernières années pour des prestations de nature équivalente avec coordonnées des clients concernés, le montant des marchés et leur durée ;
- La présentation générale de l'opérateur économique, avec état des effectifs, des qualifications du personnel, état du matériel, de l'outillage, équipement technique dont l'entreprise dispose pour exécuter le marché public ;

En cas de groupement, chaque cotraitant produira l'ensemble des documents ci-dessus sauf le DC1 commun au groupement.

6.2 - Contenu de l'offre

- L'Acte d'engagement (AE) à renseigner ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) remplie par le soumissionnaire sans y apporter de modification et détaillée comme demandé, signée par une personne habilitée à engager la société ;
- Le mémoire technique du soumissionnaire devant comprendre les éléments suivants :
 - Méthodologie : Le soumissionnaire devra proposer les modalités de conduites du projet et la démarche méthodologique détaillée permettant d'atteindre les objectifs définis au CCP : cadrage de la mission, type de méthode et outils utilisés, outils de communication interne et de pilotage de projet et type d'actions que le soumissionnaire s'engage à réaliser.
 - Références des exemples de projets réalisés par l'équipe dédiée à l'exécution du marché.
 - Moyens humains dédiés à la bonne exécution du marché : Les intervenants affectés à la mission par le soumissionnaire justifient d'une expérience professionnelle en matière d'études

stratégiques et opérationnelles, et de conseil juridique. Le soumissionnaire devra joindre des fiches de présentation et le CV du profil type (diplômes et expériences) non nominatif du ou des intervenants. Le soumissionnaire devra détailler la répartition des jours/hommes de prestation, sur site et hors site, et en fonction des phases du projet.

- Calendrier détaillé d'exécution des prestations : Le soumissionnaire présentera un calendrier de réalisation des prestations par phase du projet et les délais d'exécution.
 - RSE :
 - Présentation du bilan carbone de l'entreprise
 - Le pourcentage de CDI au sein de l'entreprise
 - La description du type de contrat de l'intervenant pressenti
- L'attestation de visite ;
- Un relevé d'identité bancaire (RIB).

L'ensemble des documents concernés doit être **complété**.

6.3 - Documents supplémentaires

Afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché public, les soumissionnaires sont autorisés à remettre, dans une troisième sous-pochette, les documents suivants :

1. Les attestations fiscales et sociales :
 - Pour le soumissionnaire établi en France : les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites au 31 décembre de l'année écoulée.
 - Pour le soumissionnaire établi dans un État autre que la France : un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.
2. L'attestation d'assurance civile en cours de validité.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire devra joindre, en plus de l'annexe :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue aux articles R.2143-6 à 10, R.2143-16 et R.2193-1 à 9 du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la Commande Publique, le soumissionnaire retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le CHU ROUEN NORMANDIE, ainsi qu'une attestation d'assurance de responsabilité décennale conformément à l'article L.241.1 du code des Assurances lorsque celle-ci est requise conformément à l'article L.243-1-1 du même code.

6.4 - Rappel sur l'acte d'engagement et ses pièces annexes

Concernant l'avance, l'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) est à renseigner, sans n'y apporter aucune modification. Le montant de l'offre à faire figurer à l'acte d'engagement correspondra à la somme algébrique des montants portés sur la DPGF. Toutefois, si les soumissionnaires estiment que des corrections méritent d'être apportées au cadre de décomposition des prix, ils établiront un document écrit distinct sur lequel seront portées leurs observations par référence au cadre du dossier de consultation, ce qui ne les dispense pas de remplir intégralement la DPGF comme demandé ci-avant.

ARTICLE 7 - ECHANTILLONS (SPECIMENS)

Aucun échantillon n'est à remettre.

ARTICLE 8 - MODALITES DE REMISE DES PLIS

Les soumissionnaires doivent impérativement répondre de façon dématérialisée.

8.1 - Transmission par voie dématérialisée

Conformément aux dispositions de l'article R.2132-7 du Code de la Commande Publique, les soumissionnaires ont l'obligation de déposer leur pli, contenant les candidatures et les offres à constituer suivant les dispositions mentionnées aux articles 6.1 et 6.2 avant, par voie électronique, avant la date et l'heure limites fixées en page de garde du présent règlement de consultation, sur le site Internet du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune transmission par voie postale, en main propre ou par courriel ne sera acceptée (hors copie de sauvegarde).

Toute transmission des plis par une autre voie que le profil d'acheteur (postale, main propre, courriel,...) entraînera le rejet de l'offre.

8.1.1 - Copie de sauvegarde

Les soumissionnaires peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde » - l'identification de la procédure concernée et les coordonnées du soumissionnaire. Elle est transmise à l'adresse suivante :

CHU ROUEN NORMANDIE
Direction des Achats, de l'Hôtellerie, de la Logistique et de l'Ingénierie Biomédicale
Cellule Juridique des Contrats
Cour d'honneur - Porte 5 - Etage 1
1 rue de Germont
76031 ROUEN CEDEX 1

8.1.2 - Signature du marché public

Les opérateurs économiques sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à la signature manuscrite du marché.

8.1.3 - Non-respect des date et heure limites

Les plis doivent parvenir au plus tard avant les dates et heures limites indiquées sur la première page du présent règlement.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Les plis qui seraient réceptionnés après la date et heure limite de réception des plis mentionnés ci-dessus sont éliminés en application de l'article R.2143-2 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 9 - CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DE JUGEMENT DES OFFRES

9.1 - Sélection des candidatures

Cette sélection sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R2142-1 à R2142-2, R2142-6 à R2142-14 et R2142-25 du Code de la Commande Publique.

Sont éliminées les candidatures qui ne présentent pas les capacités et garanties professionnelles et financières suffisantes au regard de l'objet du marché public et de ses conditions d'exécution.

- Capacité économique et financière :
 - ☒ Aucun niveau spécifique minimal exigé ;
 - ☐ Niveau spécifique minimal exigé
- Capacité technique :
 - ☒ Aucun niveau spécifique minimal exigé ;
 - ☐ Niveau spécifique minimal exigé

9.2 - Jugement des offres

Les offres jugées inappropriées, telles que définies à l'article L2152-4 du Code de la Commande Publique sont rejetées. Les offres ou irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables à l'issue de la négociation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Pour attribuer le marché public au soumissionnaire qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, le CHU ROUEN NORMANDIE se fonde sur les critères ci-dessous avec leur pondération :

1. Prix sur la base du montant fixé à l'acte d'engagement : **40 %** ;
2. Critère technique : **50 %**
 - Expérience / CV sur la base des moyens humains dédiés à la mission et des références: 20 %
 - Délai sur la base du calendrier proposé: 20 %
 - Méthodologie proposée sur la base des modalités de conduites du projet et de la démarche méthodologique : 10 %
3. Critère RSE : **10 %**
 - Critère environnemental – présentation carbone : 3 %
 - Critère social – taux de CDI dans l'entreprise et type de contrat (statut) du chef de projet dans l'entreprise : 7 %

9.3 - Dispositions communes

Le prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement prévaut sur celui résultant de la décomposition globale et forfaitaire (DPGF) et sert de base à l'analyse des prix. Si la DPGF comporte des erreurs d'opération ou de report, elles devront être corrigées de façon à respecter le montant indiqué à l'acte d'engagement.

En cas de discordance entre la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et l'acte d'engagement ou en cas d'anomalie, d'erreurs ou d'omission internes à la décomposition du prix global et forfaitaire, le soumissionnaire, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global et forfaitaire de l'acte d'engagement. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

ARTICLE 10 - NEGOCIATION

Conformément à l'article R2123-5 du Code de la Commande Publique, le CHU ROUEN NORMANDIE se réserve le droit de négocier avec l'ensemble des soumissionnaires.

Toutefois, le CHU ROUEN NORMANDIE se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

En cas de négociations, les formes et les conditions de celles-ci seront les mêmes pour l'ensemble des soumissionnaires, ils en seront informés par le biais du profil acheteur.

ARTICLE 11 - ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ PUBLIC

L'attributaire est le soumissionnaire arrivant en tête du classement final.

Il a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse qui est retenue provisoirement.

Pour mémoire, le soumissionnaire retenu pour se voir attribuer le marché public devra remettre, dans le délai indiqué par le CHU ROUEN NORMANDIE dans sa demande :

- Les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents conformément à l'arrêté du 25 mai 2016 (JORF n°0126 du 1er Juin 2016, texte n°32) ;
- Pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail le cas échéant ;
- extrait K, extrait K bis, extrait D1 ou, à défaut, document équivalent ;
- la copie du ou des jugements prononcés lorsque l'entreprise est en redressement judiciaire.

A défaut, l'offre du soumissionnaire classée suivante sera choisie.

ARTICLE 12 - COMMUNICATION DES RÉSULTATS

Tous les soumissionnaires, retenus ou non, seront avisés des résultats de la consultation, conformément aux articles R2181-1 et R2181-2 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 13 - RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76000 Rouen Cedex
(e-mail): greffe.ta-rouen@juradm.fr
Téléphone : 02 35 58 35 00
Fax : 02 35 58 35 03

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme.
- Recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.